

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

30 janvier 2012

Annonces Sarkozy : irresponsabilité, inefficacité, injustice

Dimanche 29 janvier, le président sortant s'est invité sur neuf chaînes de télévision pour présenter aux Français, une énième fois, le Sarkozy nouveau. En réalité, avec lui, rien ne change jamais. Sarkozy ou les 3 I :

- Irresponsabilité : annoncer des mesures sans concertation à moins de 100 jours du vote des Français, ce n'est pas approprié.
- Inefficacité : aucune de ses annonces ne relancera la compétitivité du pays, sa croissance, ses emplois ou son offre de logements.
- Injustice : la hausse de la TVA et la précarisation du contrat de travail pénaliseront les classes moyennes et les ménages modestes.

L'UMP voit dans ces orientations du « courage ». Etre impopulaire et injuste, ce n'est pas être courageux. Il n'y a :

- aucun courage à taxer toujours plus les ménages et les salariés, alors que les avantages fiscaux consentis aux plus favorisés ou aux grandes entreprises sont maintenus ;
- aucun courage à faire payer pour 2,2 Mds€ de taxes sur les mutuelles aux classes moyennes ;
- aucun courage à relever le taux réduit de TVA de 5,5% à 7% pour 1,9 Mds€ qui pèsent d'abord sur le porte-monnaie des salariés et des retraités quand, à l'autre bout de l'échelle des revenus, l'impôt sur la fortune est allégé pour 2 Mds€ qui vont manquer au budget de l'Etat ;
- et il n'y a aucun courage à augmenter la TVA qui va augmenter les prix et réduire le pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités. Pas plus qu'il n'y a de courage à instaurer des accords dits « *de compétitivité* » qui ne sont qu'un chantage à l'emploi(hypothétique maintien dans l'emploi contre certitude d'une baisse de salaire).

Annonce n°1. TVA Sarkozy : une hausse injuste, inefficace et qui aggravera la récession

La décision du Président-candidat est une triple faute.

Une faute économique : hausse des prix et perte de pouvoir d'achat

a) ***la précédente hausse Juppé démontre qu'elle se répercutera quasi-intégralement dans la hausse des prix*** (+2 points en 1995 = +0,5% d'inflation et -1% des dépenses des ménages en 6 mois). A l'époque, cette décision à contre-cycle avait stoppé net le rétablissement de la consommation des ménages après la récession de 1993.

Un rapport de la Cour des Comptes sur la hausse de 3 points pratiquée par l'Allemagne au 1^{er} janvier 2007 montre qu'elle a entraîné une hausse des prix de 3,6 points.

Dans un rapport remis à François Fillon le 11 septembre 2007, Christine Lagarde – alors

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

ministre des Finances du gouvernement Sarkozy-Fillon – écrivait : « *[Avec la TVA sociale], la hausse initiale des prix serait pour une large part inévitable (...) D'autres épisodes de hausse de TVA, intervenant dans une conjoncture fragile, ont eu un effet dépressif* ».

M. Sarkozy a reconnu lui-même qu'il y aurait bien une hausse des prix. En direct, il a expliqué que la hausse de la TVA serait effective au 1^{er} octobre 2012 parce que « *ça va déclencher des achats par anticipation* ». S'il escompte des achats par anticipation, c'est parce que tout le monde sait qu'il y aura une hausse des prix !

b) Selon UFC-Que choisir, ***la perte de pouvoir d'achat moyenne pour les ménages atteindra 300 euros par an.***

c) Cette mesure va enclencher un cercle vicieux : perte de pouvoir d'achat des Français alors que, dans notre pays, la croissance est tirée par la demande intérieure ; baisse du carnet de commandes des entreprises ; aggravation du chômage ; augmentation des déficits. ***En 2012 comme en 1995, la hausse de TVA sera un amplificateur de récession.***

Une faute sociale : la TVA pèse davantage sur les revenus modestes que sur les hauts revenus.
La part des dépenses des ménages est deux fois plus élevée pour les ménages modestes (12 % des revenus des 10 % les plus modestes) que pour ceux qui ont les revenus les plus élevés (5,9% des revenus des 10 % les plus riches). ***La TVA Sarkozy est une machine à réduire le pouvoir d'achat des salariés modestes.***

Une faute démocratique : à moins de 100 jours du vote des Français, cette annonce est une improvisation en forme de provocation. Soit cette mesure était vitale à l'économie française et alors il fallait la mettre en œuvre avant ; soit il y a urgence et on ne voit pas pourquoi en trois mois, cette mesure donnerait un quelconque effet. Ce ne sont pas des annonces couperet un dimanche soir à la télévision qui font une vision. Pas plus qu'un sommet sur l'emploi de 2 heures à l'Elysée il y a 10 jours ne remplace la concertation. ***Dans la crise, la France a besoin d'un Président qui fixe un cap, pas d'un Président qui multiplie les zig-zag.***

→ *Les choses sont claires : si M. Sarkozy est réélu, il y aura hausse de la TVA. Cette hausse de la TVA Sarkozy n'engage que lui : si F. Hollande est élu, cette mesure sera annulée.*

Annonce n°2. La baisse des cotisations patronales : un cadeau de 12 milliards d'euros pour les entreprises

La hausse de la TVA permettra de financer une baisse des cotisations patronales pour un montant total de 12 Mds€. Les 6,8 Mds€ de la suppression de la taxe professionnelle avaient déjà représenté un cadeau massif et cette baisse n'a eu aucune répercussion ni sur les prix, ni

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

sur la compétitivité.

Pour améliorer la compétitivité de l'économie française, la solution ne réside pas dans la baisse des coûts, mais dans la montée en gamme de nos productions : qui peut penser qu'un peu plus d'un point et demi de TVA compensera le différentiel salarial avec la Chine qui est de 1 à 30 ?

M. Sarkozy justifie sa hausse de TVA par la nécessité de s'aligner sur l'Allemagne. Mais c'est méconnaître la réalité. La compétitivité de l'économie allemande – singulièrement de son industrie – ne vient pas des prix, mais de la structure même de son économie et des relations sociales : positionnement de gamme, tissu d'entreprises intermédiaires, sécurisation des parcours professionnels (chômage partiel et formation), négociation collective, orientation de l'appareil productif vers l'export.

Quant aux pays scandinaves qui ont des taux de TVA très élevés, ce sont des pays aux structures économiques très différentes des nôtres : leur croissance dépend largement de l'export alors qu'en France, elle est tirée par la demande intérieure.

Annonce n°3. « Accords compétitivité-emploi » : travailler moins pour gagner moins

De quoi s'agit-il ? Les « *accords de compétitivité* » annoncés par Sarkozy permettront de ***déroger aux règles légales et contractuelles sur le temps de travail et les salaires***. Cela permettra donc de baisser d'autorité les salaires, probablement en dessous du SMIC. Pourra être remis en cause un acquis social fondamental issu du programme du Conseil national de la Résistance et légalisé à partir de 1950, sans que chaque salarié puisse s'y opposer. C'est une attaque contre un principe fondamental de notre droit qui fait du contrat de travail un socle de garanties pour les salariés. C'est aussi la fin de la durée légale du travail pour gagner probablement moins à la fin du mois, et c'est donc aussi la fin des heures supplémentaires.

C'est un aveu d'échec pour M. Sarkozy : il admet l'échec total de sa politique en matière d'emploi. Depuis 2007, le « *travailler plus pour gagner plus* » a consisté en des incitations fiscales et sociales à multiplier heures supplémentaires et complémentaires : résultat, on a surtout multiplié les chômeurs (4,2 millions toutes catégories confondues). Le Président-candidat admet son incapacité à imaginer des mesures nouvelles pour réduire le chômage et relancer l'emploi.

D'un point de vue économique, ce type de mesure ne peut fonctionner que si le pouvoir de négociation des salariés est suffisamment fort. Or, la situation est très différente entre la France et l'Allemagne dès lors

- que les syndicats y sont beaucoup moins puissants ;

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

- que la situation économique est très dégradée donnant un pouvoir de négociation beaucoup plus important au patronat. Pourquoi négocier pour le patronat dès lors qu'il est déjà bénéficiaire d'une baisse de cotisations sociales sans la moindre contrepartie ?

C'est donc un risque social majeur. M. Sarkozy veut déposséder les salariés de leur droit à la stabilité juridique face à l'employeur. *Cette annonce montre que M. Sarkozy fait le choix de la précarité pour les travailleurs.*

Annonce n°4. 30% de constructibilité en plus = 30% de hausses de prix pour le logement

Le déficit de construction en France a de nombreuses causes, mais tous les experts reconnaissent que *la principale raison de la crise du logement tient à la rareté des terrains constructibles dans les zones urbaines, et donc à leur prix élevé.*

Preuve que M. Sarkozy méconnaît totalement le problème : sa mesure va encore accentuer la hausse des prix sur les terrains. Car, en augmentant sans contrepartie leur constructibilité de 30 %, il augmente mécaniquement leur prix de l'ordre de 30 %. Cette mesure aura donc l'effet inverse de celui escompté : elle rendra la construction encore plus difficile à cause d'une nouvelle hausse du prix des terrains.

Cette mesure est donc un cadeau aux propriétaires de terrains, mais aussi aux propriétaires immobiliers qui pourront agrandir la taille de leur bien et donc en augmenter le prix.

Cette annonce ne conduira qu'à augmenter les prix des biens – les prix des terrains à construire comme les prix de l'immobilier déjà construit –, au détriment des ménages qui souhaitent accéder à la propriété et qui n'ont pas de patrimoine familial.

Cette mesure accroîtra les inégalités de patrimoine sans créer un seul logement supplémentaire : agrandir un pavillon n'a jamais permis de donner un toit à une famille mal-logée !

Aujourd'hui, des majorations de constructibilité sont déjà possibles dans le cadre de politiques locales de l'habitat, adaptées aux réalités des marchés locaux du logement et aux revenus des habitants, dans le cadre des plans locaux d'urbanisme (PLU) adoptés par les collectivités locales. C'est la condition *sine qua non* de leur efficacité. La généralisation de cette majoration sans concertation et sans gestion adaptée par les collectivités locales n'a pas de sens.

Annonce n°5 – « banque de l'industrie » : une annonce de pure façade

VEILLE , ARGUMENTAIRE , RIPOSTE

Le président sortant a l'habitude de reprendre les mots de la gauche, mais rarement l'habitude d'appliquer ses propositions. Cela se confirme une nouvelle fois avec cette proposition.

Elle consiste à créer une nouvelle structure à vocation industrielle, qui serait une filiale d'OSEO et qui serait dotée d'un milliard d'euros de fonds propres issus du Grand emprunt. *Cela n'a rien à voir avec la proposition socialiste :*

- M. Sarkozy crée une nouvelle structure là où il y en a déjà tant : OSEO, FSI, Grand emprunt, Caisse des dépôts, branche « entreprises » de la Banque postale. Ces outils interviennent pour soutenir les entreprises, ce qui rend le dispositif français à la fois illisible et sans stratégie d'ensemble. Avec sa banque, M. Sarkozy va encore aggraver le problème. Au contraire, François Hollande propose de créer une structure unique, une banque publique d'investissement (BPI), qui rassemblerait l'ensemble des intervenants pour disposer à la fois d'une force de frappe suffisante et d'une cohérence dans l'action. C'est l'effet-levier.

- M. Sarkozy veut créer une nouvelle structure nationale, alors qu'une des faiblesses du système français tient précisément dans le caractère trop centralisé des aides aux entreprises. C'est au niveau des régions qu'il faut instruire les dossiers et accompagner les entreprises. C'est ce que fait très bien l'Allemagne au niveau des Länder. Et c'est ce que propose François Hollande : la BPI fonctionnera sous forme de fonds régionaux dans lesquels seront associés les collectivités territoriales – et d'abord les Régions avec les agglomérations –, mais aussi les pôles de compétitivité, les clusters d'entreprises, les établissements d'enseignement supérieur, les instituts de formation, les laboratoires de recherche, les fonds régionaux de capital-investissement, etc. C'est l'effet-réseau.

- Enfin, cette structure sera dotée d'un milliard, ce qui est totalement insuffisant. La BPI proposée par François Hollande rassemblera l'ensemble des dispositifs existants, ce qui permettra à terme de dégager plusieurs dizaines de milliards d'euros pour investir dans la production et financer les entreprises.

Annonce n°6. 5% de jeunes en alternance ou en apprentissage : un aveu d'échec

Alors que depuis 2002, la droite fait de l'apprentissage et de l'alternance une priorité, la moitié des entreprises de plus de 500 salariés ont moins de 1% de jeunes en alternance et en apprentissage. Les effectifs restent aujourd'hui de l'ordre de 550 000 alors que M. Sarkozy a successivement annoncé pendant son quinquennat l'objectif de 800 000, puis d'un million de nouveaux contrats d'apprentissage par an. La politique menée par la droite est donc un échec total.

VEILLE, ARGUMENTAIRE, RIPOSTE

En 2011, le Gouvernement actuel avait déjà relevé l'obligation pour les entreprises de 3 à 4 %, sans effet. Le nouveau seuil n'en aura pas non plus.

L'échec s'explique parce que le financement de l'apprentissage n'a jamais été revu et que rien n'a été fait pour développer l'attractivité de ces filières. Au contraire, en voulant faire du chiffre, l'apprentissage est conçu par la droite comme un moyen de réduire artificiellement le chômage des jeunes, et pas comme une véritable filière de formation et d'excellence, ce qu'elle doit être.

Annonce n°7. Le rétablissement de l'impôt de bourse, bien loin de la taxe sur les transactions financières

Sarkozy annonce qu'il mettra en œuvre en France une taxe sur les transactions financières. En fait, *il se contente de rétablir un impôt sur les opérations de bourse qu'il avait lui-même supprimé en 2008.* Cet impôt ne porte que sur les achats d'action et sur une catégorie de CDS (*Credit Default Swaps*).

Cet impôt n'aura donc aucun effets escomptés :

Son produit sera limité au mieux à 1 milliard d'euros, soit 30 à 60 fois moins que ce qu'elle aurait pu rapporter dans sa version initiale.

Elle n'aura pas d'effet stabilisateur en luttant contre la spéculation, puisque la majorité des transactions lui échappe.

M. Sarkozy s'offre un effet d'annonce, mais qui n'a pas vraiment de réalité tangible.